

## Annexe 3 : Compte rendu de l'entretien de René Oscar Rodriguez Grimon

### **Compte-rendu de l'interview de René Oscar Rodriguez Grimon, directeur de la faculté des Sciences de l'Environnement à l'université UEES, Guayaquil, Equateur, le 16 janvier 2015 (traduction de l'espagnol)**

Monsieur René Rodriguez a fait ses études en Equateur et est licencié en gestion d'entreprise et en biologie. Il est directeur de la faculté des Sciences de l'Environnement à l'université *Universidad de Especialidades Espiritu Santo* depuis 3 ans. Notre interview avait pour but de mieux comprendre les facteurs ayant entraîné la non-acceptabilité du projet Yasuni au niveau international.

Au début de l'entretien, Monsieur Rodriguez nous explique que l'Equateur est un pays qui, depuis longtemps, base son économie sur l'exploitation pétrolière. Malheureusement, la manière dont le gouvernement gérait l'exploitation pétrolière, au début, n'a pas permis au pays de gagner beaucoup d'argent. En effet, il y a encore 7 ans de cela, l'Equateur, n'ayant aucune industrie pour traiter le pétrole au sein du pays, exportait celui-ci. Sur l'exportation, l'Etat gagnait 20% et les 80% restants servaient à payer les transactions. Aujourd'hui, le nouveau gouvernement a renégocié les différents contrats avec les entreprises pétrolières en faveur de l'Equateur.

Notre interlocuteur est convaincu que même si, dans le passé, l'Equateur a été très dépendant du pétrole, il se dirige aujourd'hui vers des énergies alternatives. L'Equateur a mis sur pied une stratégie durable et entreprend à l'heure actuelle beaucoup de projets d'énergies renouvelables comme des projets d'éoliennes et des barrages hydrauliques.

Monsieur Rodriguez souligne aussi le fait que l'Equateur a changé, il y a peu, sa constitution. Celle-ci est considérée aujourd'hui comme une constitution pionnière car elle est la seule constitution au monde qui donne des droits à la nature. Selon lui, la constitution équatorienne est dès lors très bonne théoriquement: elle traite la nature comme un être humain à part entière.

En ce qui concerne le projet Yasuni, Monsieur Rodriguez est d'avis que le principal problème de l'initiative a été l'absence de garantie de laisser le pétrole dans le sol. Le gouvernement actuel peut le garantir d'une manière ou d'une autre mais il est difficile de savoir ce que les gouvernements ultérieurs feront. Même si le gouvernement inscrit dans la constitution la promesse de ne pas exploiter le parc, il faut encore que cette constitution soit respectée par tous les gouvernements. Selon lui, il est facile de trouver un motif pour exploiter la zone ITT.

Un autre élément important selon Monsieur Rodriguez, quand on présente un tel projet, est la méthodologie utilisée. La méthodologie du projet Yasuni était difficile à mettre en

place étant donné qu'il s'agissait de ne rien faire et de promettre de ne jamais toucher au pétrole. De plus, certaines zones du parc avaient déjà été exploitées, au moment où le projet a été présenté à la communauté internationale en 2007.

A l'origine, le projet Yasuni a eu beaucoup de succès surtout en Equateur. Mais au fil des mois, le support dans le pays et à l'international s'est petit à petit dégradé. Même à l'intérieur du Parc National Yasuni, différents groupes écologistes commençaient à réclamer des garanties au président. Selon Monsieur Rodriguez, le gouvernement s'est rapidement avoué vaincu et aurait trop vite opté, sans faire aucune consultation pour savoir ce que le peuple pensait, pour le plan B qui était l'exploitation de la zone ITT du Parc National Yasuni.

Selon notre interlocuteur, le projet aurait peut être eu plus de succès si l'Equateur avait pu vraiment démontrer à la communauté internationale les projets que le pays avait déjà réalisés à ce moment-là dans le cadre des énergies renouvelables. Ceci aurait certainement permis de renforcer la confiance internationale.